

**Mémoire soumis au
Comité permanent des affaires sociales, des sciences et
de la technologie,
Sénat du Canada**

**par le
Bureau canadien de
l'éducation internationale**

Ottawa, Ontario

Juin 2010



1. Introduction

Le Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI) est très reconnaissant de l'occasion que lui offre le comité du Sénat de lui présenter le présent mémoire sur l'accessibilité des étudiants étrangers à l'éducation postsecondaire au Canada et sur la mobilité des étudiants canadiens inscrits dans nos établissements d'enseignement postsecondaire.

Le BCEI est un organisme non gouvernemental (ONG) national qui se consacre à l'éducation internationale, domaine qui englobe toute une gamme d'activités d'internationalisation au sein du secteur de l'éducation au Canada, ainsi que des partenariats avec des organisations et des établissements d'éducation à l'étranger.

Le BCEI représente tout le spectre de l'éducation canadienne. Il compte parmi ses membres 150 collèges, universités et conseils ou commissions scolaires, ainsi que des associations et des organisations provinciales.

Les activités du BCEI comprennent des activités de représentation et de recherche, des services d'information pour les étudiants et les professionnels, de la gestion professionnelle d'aide technique et de programmes de bourses, du perfectionnement professionnel pour les éducateurs internationaux et une foule d'autres services appuyant l'efficacité de ses établissements membres. Toutes ces activités maintiennent le BCEI au centre des enjeux liés à une éducation internationale efficace.

La vision du BCEI est de cultiver de nouvelles générations d'internationalistes par l'accès à une éducation internationalisée.

Dans cette vision est imbriquée la croyance que les échanges de personne à personne au-delà des frontières nationales est l'un des meilleurs moyens de susciter la compréhension et la paix dans le monde.

Le présent mémoire aborde la question de l'accès dans les deux sens : les étudiants étrangers qui arrivent au Canada et les étudiants canadiens qui vont à l'étranger.

Il développe l'idée de la **valeur** de la mobilité éducationnelle pour l'individu, pour le Canada et pour les pays avec lesquels nous entrons en partenariat.

Il signale les **obstacles** à l'accès et fait des **recommandations** conçues pour diminuer ou éliminer ces obstacles.

2. Les étudiants étrangers au Canada

Pourquoi les établissements d'enseignement postsecondaire accordent-ils aux étudiants étrangers une **valeur** telle que de plus en plus de ces établissements se fixent des objectifs pour recruter plus de ces étudiants ?

- Les étudiants étrangers élargissent la vision du monde des Canadiens. Ils enrichissent le tissu universitaire et culturel de nos campus. Au palier des études supérieures, ils enseignent et mènent des recherches. À tous les niveaux, plusieurs font mieux connaître leur pays et leur culture à leurs camarades de classe et à la collectivité.
- À leur retour dans leur pays d'origine, les étudiants des pays en développement contribuent au développement de leurs collectivités et souvent de l'ensemble de la société.
- Les étudiants étrangers deviennent des ambassadeurs non officiels du Canada dans leur pays d'origine.
- Les étudiants étrangers qui restent au Canada après l'obtention de leur diplôme enrichissent notre marché du travail par leur talent peaufiné au Canada, de même que par leur connaissance de diverses langues et leur savoir-faire culturel.

Quels sont les **obstacles** qui empêchent les étudiants étrangers de venir au Canada ?

Tous les cinq ans, le BCEI mène une enquête nationale auprès des étudiants étrangers étudiant dans des collèges et universités du Canada. Notre enquête la plus récente a bénéficié de l'appui du MAECI et de CIC. Nous menons cette enquête pour « prendre le pouls », comprendre quels sont les enjeux, quel est le degré de satisfaction des étudiants, comment nous nous tirons d'affaire, et ce que nous pouvons améliorer pour assurer leur satisfaction et celle des étudiants qui suivront – car nous savons que le recrutement dépend pour une large part des témoignages positifs des pairs.

En conservant présent à l'esprit le fait que ces étudiants-là se sont rendus jusqu'à nous, les conclusions offrent des perspectives sur les défis que doivent relever les étudiants étrangers qui envisagent de s'inscrire dans des établissements d'éducation canadiens, ou souhaitent le faire, y compris ceux qui, en définitive, peuvent ne pas être capables de venir.

Notre enquête nous dit qu'un des principaux obstacles est d'ordre financier.

- Vingt-cinq pour cent (25 %) des 6 000 étudiants étrangers actuellement au Canada qui ont répondu à l'enquête 2009 du BCEI indiquent qu'ils éprouvent des difficultés souvent pour payer leurs frais de subsistance.
- Environ 40 % des étudiants rapportent des problèmes à obtenir de l'argent pour les frais de subsistance et environ autant rapportent en avoir pour payer leurs frais de scolarité.
- L'étudiant d'université ou de collège type dépense environ 14 000 \$ par année en frais de scolarité, en livres et autres matériels d'études. Les frais de scolarité au collège et à

l'université ont augmenté d'environ 86 % ces 10 dernières années, ce qui dépasse de loin le taux d'inflation pour la même période.

- Moins de 1 sur 10 des étudiants étrangers actuellement au Canada viennent de familles ayant peu de moyens (ceux qui considèrent que leur famille est plus pauvre que la moyenne dans leur pays d'origine). Le nombre d'étudiants venant de telles familles a diminué de 12 % en 1988 à 8 % en 2009.
- La grande majorité des étudiants doivent compter sur leur famille ou puiser à même leurs économies pour défrayer leur éducation : 85 % des étudiants des collèges et 67 % des étudiants des universités rapportent que leurs parents, des membres de leur famille ou des tuteurs aident au paiement de leur éducation.
- Seulement 4 % des étudiants des universités et 2 % des étudiants des collèges rapportent recevoir un financement quelconque d'un gouvernement canadien (fédéral ou provincial).

L'emploi à temps partiel peut aider les étudiants qui sont ici à payer leurs factures. Le Canada a adopté au cours des cinq dernières années des mesures permettant aux étudiants étrangers de travailler pendant leurs études au moyen du Programme de permis de travail hors campus de CIC.

Néanmoins, le Canada a besoin d'un ensemble de bourses beaucoup plus vaste et plus dynamique, d'autres incitatifs et d'autres appuis pour les étudiants actuels et potentiels.

Qui plus est, il nous faut ouvrir nos portes à un groupe plus large d'étudiants des pays en développement et à des étudiants à plus faible revenu de tous les pays.

Pourquoi ?

- Pour donner au Canada un accès à un vaste éventail d'étudiants intéressés et qualifiés de partout dans le monde, y compris un accès à des individus très talentueux qui enrichiront notre milieu de la recherche et potentiellement, après l'obtention de leur diplôme, notre main-d'œuvre;
- Pour donner à plus d'étudiants un accès à une éducation canadienne de qualité qui augmentera leurs chances de succès tant dans leurs propres carrières que dans leur construction de capacités dans leur pays d'origine.

Ces deux dernières années, le gouvernement du Canada a créé les bourses de niveau doctoral *Vanier*, dont une tranche est consacrée aux étudiants étrangers, et a annoncé, dans son budget de 2010, un prestigieux nouveau programme international de bourses postdoctorales.

De surcroît, le MAECI a augmenté le nombre de bourses d'échanges et postdoctorales à court terme disponibles dans le cadre des Bourses du Commonwealth et des Bourses du gouvernement du Canada, ce qui comprend un nouveau programme important, celui des futurs leaders dans les Amériques (PFLA).

Ces bourses sont certes des ajouts bienvenus dans le monde des échanges internationaux et de la recherche postdoctorale, et nous les applaudissons.

Il n'en reste pas moins qu'il en faut plus. Comme le démontre notre enquête, une fraction seulement des étudiants étrangers reçoit des bourses ou un soutien de sources canadiennes.

Il va de soi que les études à court terme au Canada sont profitables et que les bourses d'échanges du MAECI sont appréciées, mais un grand nombre de pays en développement requièrent que les diplômés complètent des programmes de trois et quatre ans pour leur donner l'ensemble des compétences dont ils ont besoin pour aller de l'avant.

Reprenons ici trois recommandations clés du Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence, *Foncer pour gagner* (2008).

- Les gouvernements devraient fournir des incitatifs et entreprendre des mesures pour à la fois attirer plus d'étudiants étrangers dans les établissements d'éducation postsecondaire canadiens et envoyer plus d'étudiants canadiens dans des programmes internationaux d'échanges d'études.
- Les gouvernements devraient s'efforcer d'augmenter la part totale des étudiants étrangers au Canada, et fixer l'objectif de doubler le nombre d'étudiants étrangers au Canada d'ici une décennie.
- Les gouvernements, les établissements d'éducation postsecondaires et les associations nationales d'éducation postsecondaire devraient, à intervalle régulier, mener des évaluations, mesurer le progrès et soumettre des rapports publics sur les améliorations apportées à la collaboration entre le monde des affaires et le milieu universitaire, à la participation aux programmes travail-études, et à l'attraction et au maintien au Canada des talents étrangers.

RECOMMANDATION UN :

Le BCEI recommande que le gouvernement du Canada adopte officiellement l'objectif que le Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence lui recommande instamment d'adopter, soit de doubler le recrutement des étudiants internationaux d'ici la fin de la décennie.

RECOMMANDATION DEUX :

Afin d'améliorer l'accès d'un vaste éventail d'étudiants étrangers aux établissements d'enseignement postsecondaire du Canada (et non seulement l'accès de ceux qui peuvent se permettre de payer la totalité des frais), le BCEI recommande que le gouvernement du Canada améliore de façon importante son investissement en bourses aux étudiants étrangers, dont un appui important aux étudiants de pays en développement.

Un autre obstacle vient de l'absence d'une stratégie nationale et d'un investissement fédéral dans la mise en marché de notre secteur de l'éducation et de nos bourses.

Les étudiants étrangers sont une composante à valeur ajoutée de l'économie canadienne.

Un rapport commandé par MAECI et lancé l'an dernier par le ministre du Commerce international du temps, Stockwell Day, a démontré que le Canada retire 6,5 B\$ par année des dépenses liées aux étudiants étrangers au chapitre des frais de scolarité et de subsistance (*Impact économique du secteur de l'éducation internationale pour le Canada*, juillet 2009). Ces étudiants ont aussi créé plus de 83 000 emplois et généré plus de 291 M\$ en revenus gouvernementaux. Le montant dépensé au Canada par les étudiants étrangers est plus important que nos exportations de charbon (6,07 B\$) et de résineux de sciage (5,1 B\$).

Si ces chiffres semblent impressionnants, rappelons que le même rapport cite des données montrant que la part canadienne du marché mondial était de moins de 2,7 % en 2006 et qu'elle a tendance à diminuer.

Une deuxième étude commandée par MAECI et publiée l'an dernier explique les raisons de la faible performance du Canada.

Ce rapport, *Pratiques exemplaires pour la promotion des services canadiens d'éducation* (septembre 2009), a découvert que les principaux obstacles au succès du Canada pour attirer plus d'étudiants étrangers sont une forte concurrence de la part de six grands pays concurrents et « un paysage d'appui à la promotion fragmenté et sous-financé ».

La même étude suggère que la croissance de l'inscription d'étudiants étrangers au Canada a ralenti depuis 2004 jusqu'à des pourcentages faibles, dans les monochiffres. Cette tendance va en sens contraire de l'expansion beaucoup plus forte des inscriptions d'étudiants dans le monde.

Les deux rapports de 2009 recommandent un investissement fédéral élargi en éducation internationale, ce qui assurerait que « les étudiants étrangers sont reconnus et appuyés proportionnellement à leur importance en regard d'exportations de biens et services de taille semblable. » (*Impact économique*)

Le rapport *Pratiques exemplaires* recommande une infusion de soutien à la promotion – d'au moins 22 M\$ par année.

L'éducation internationale a été sous-évaluée pendant trop longtemps, et plusieurs secteurs ont ignoré qu'elle est un élément de l'économie nationale.

On a néanmoins prêté attention au fait que les étudiants étrangers constituent un lien vital dans le développement de la main-d'œuvre du Canada. *Avantage Canada* a observé que les étudiants et diplômés étrangers pouvaient contribuer à notre bassin de talents. Des

recommandations ont été soumises dans le contexte de révisions gouvernementales importantes, par exemple celles du Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence et celles du Conseil des sciences, de la technologie et de l'innovation (*L'état des lieux en 2008 – Le système des sciences, de la technologie et de l'innovation au Canada*).

Que faudra-t-il pour réaliser nos importants objectifs en matière d'économie et de main-d'œuvre ?

De la coopération et des investissements.

En ce qui a trait à la coopération, une étape importante a été franchie avec la création du Consortium canadien pour la mise en marché de l'éducation internationale (CCMEI).

Le Consortium est composé de cinq associations nationales, qui, prises ensemble, représentent la vaste majorité des établissements d'enseignement publics du Canada :

- Association des collèges communautaires du Canada (ACCC)
- Association des universités et collèges du Canada (AUCC)
- Association canadienne des écoles publiques – International (ACEP-I)
- Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI)
- Langues Canada.

Le 29 juin, ces cinq organisations signeront un protocole d'entente pour lancer officiellement le CCMEI.

Ces organisations se sont réunies pour contribuer à l'objectif national d'amener plus d'étudiants étrangers au Canada, améliorant ainsi la compétitivité nationale du Canada, en plus de profiter d'autres avantages importants. Ces organisations reconnaissent que leur action collective est requise pour améliorer la compétitivité de l'éducation canadienne sur le marché mondial, et ainsi obtenir de meilleurs rendements sur les efforts de marketing individuels des établissements. Une action collective signifie une participation directe du gouvernement du Canada et des gouvernements provinciaux et territoriaux par le biais du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada au niveau de son comité d'orientation et des mesures qu'il adoptera.

La stratégie et les activités du Consortium seront complémentaires et conçues non pas pour réinventer la roue, mais pour ajouter de la cohérence et combler des lacunes dans les efforts de marketing du Canada.

Le BCEI s'est engagé à travailler au sein de cette structure coopérative pour positionner le Canada comme participant clé en éducation internationale.

Toutefois, le travail du Consortium et de nos partenaires gouvernementaux ne peut se faire sans ressources.

Certains investissements ont été consentis et donnent des résultats utiles. Mais ces investissements sont extrêmement modestes. Par exemple, on alloue à la Division de l'éducation internationale et de la jeunesse du MAECI environ 1 M\$ par année pour l'activité Edu-Canada (du financement supplémentaire y a été ajouté, qui amène parfois le total à 2 M\$, mais ce supplément n'est pas garanti).

Si le Canada veut réaliser des progrès importants dans l'augmentation de sa capacité à attirer des étudiants étrangers, un investissement sérieux est requis. C'est pourquoi le BCEI endosse totalement la recommandation du rapport *Pratiques exemplaires* concernant un investissement fédéral d'au moins 22 M\$ par année et d'investissements proportionnels par les gouvernements des provinces et territoires.

RECOMMANDATION TROIS :

Le BCEI recommande que le gouvernement du Canada investisse au moins 22 M\$ par année au cours des cinq prochaines années pour se promouvoir comme destination d'études et attirer de l'étranger des étudiants qui payent des frais de scolarité.

3. Les étudiants canadiens à l'étranger

Pourquoi les établissements d'enseignement postsecondaire accordent-ils une **valeur** aux études à l'étranger et travaillent-ils de plus en plus fort pour offrir des occasions d'études à l'étranger à leurs étudiants canadiens ?

Les établissements d'enseignement postsecondaire du monde entier reconnaissent qu'ils jouent un rôle clé dans la préparation de leurs diplômés à vivre dans une économie mondialisée et dans un monde interconnecté.

L'accès à des études à l'étranger par des étudiants canadiens dans le cadre de leurs études postsecondaires au Canada est vu, plus que jamais, comme une composante essentielle de l'éducation au niveau du collège, du baccalauréat ou des études supérieures.

Toutefois, le niveau de participation est absolument désolant.

Les données les plus récentes montrent que moins de 3 % des étudiants de nos universités et seulement 1,1 % des étudiants de nos collèges participent à des programmes d'études à l'étranger offerts par leur établissement.

Le BCEI, avec l'appui de RHDSC, a mené cette dernière année une étude afin de comprendre pourquoi si peu d'étudiants de nos établissements d'enseignement postsecondaire profitent de leurs programmes d'études à l'étranger, et découvrir comment changer le statu quo.

Cette étude était importante parce que le BCEI et ses établissements membres croient fermement en la valeur de transformation qu'apporte l'expérience des études à l'étranger.

Nous croyons aussi que le besoin que nos étudiants fassent des études à l'étranger va croissant. À considérer les défis accablants que doit relever la nouvelle génération d'étudiants et de diplômés, il est crucial qu'ils aient une vaste vision du monde qui s'appuie sur une importante expérience directe de la diversité des cultures et des préoccupations.

Pour la nation marchande qu'est le Canada, il est vital de produire des candidats possédant une riche connaissance d'autres langues et d'autres cultures, et qui, de ce fait, pourront réussir dans les affaires qu'ils feront à l'étranger.

Les résultats de notre nouvelle étude, *Un monde à apprendre – les étudiants postsecondaires canadiens et l'expérience des études à l'étranger*, sont à la fois gratifiants et troublants.

Il nous a fait plaisir d'apprendre que plusieurs professionnels du monde de l'éducation, issus tant du personnel de soutien que du corps professoral, accordent de la valeur aux études à l'étranger et les encouragent. En outre, le grand public accorde de la valeur aux études à l'étranger – un sondage national d'opinion publique a révélé que 90 % des Canadiens croient que de telles études sont valables et devraient être mises à la disposition d'une plus grande partie de notre population. La plupart d'entre eux croient aussi qu'un soutien financier devrait être disponible, afin que le manque d'une somme d'argent relativement petite ne soit pas un obstacle à l'obtention d'une éducation mondialisée pour des étudiants motivés.

Il est clair que les Canadiens ne voient pas les études à l'étranger comme une activité élitiste, mais plutôt comme une activité dont les circonstances font qu'elle n'est disponible qu'à une élite – une situation qui doit être corrigée.

Une forte majorité d'étudiants considèrent aussi que les études à l'étranger sont importantes et aimeraient en entreprendre. Mais plusieurs enthousiastes du début abandonnent cette option au cours de leurs études.

Quels sont donc les **obstacles** que doivent surmonter ces étudiants qui étaient enthousiastes au départ ?

L'obstacle le plus fréquemment cité est d'ordre financier. S'il existe bel et bien des programmes d'études à l'étranger formidables qui envoient quelques étudiants à l'étranger, un grand nombre d'entre eux ne peut pas y participer faute de fonds. Il suffirait souvent d'un complément pour couvrir les frais des déplacements en avion ou d'une petite somme pour couvrir les frais de subsistance supplémentaires à l'étranger.

Parfois, des étudiants « décrochent » des études à l'étranger à cause de problèmes liés aux programmes – soit à cause d'inquiétudes liées au transfert des crédits, soit à cause du moment où l'établissement d'attache offre les cours obligatoires. Pour parler franc, certains refusent de

participer parce qu'ils estiment que leur établissement, malgré l'intérêt qu'il manifeste, ne considère pas cet aspect de leurs études comme étant essentiel.

Le *Globe and Mail* a fortement appuyé les recommandations de notre étude. Un éditorial (28 mai 2010) commentant notre rapport s'est alarmé de la « mentalité de clocher de nos étudiants à l'ère de la mondialisation » en ajoutant que : « Seulement 3 pour cent de nos étudiants du niveau baccalauréat s'aventurent dans le monde au-delà de nos frontières dans le cadre de leurs études universitaires. Cela représente la perte d'une occasion de dimension épique, tout d'abord et surtout pour les étudiants, mais aussi pour le Canada. » Le *Globe* avance d'ailleurs que le domaine des études à l'étranger est « mûr pour une innovation aux paliers tant fédéral que provincial ».

Environ 350 étudiants canadiens par année entreprennent des études à l'étranger sous l'égide de deux projets de mobilité académique internationale : le Programme de mobilité nord-américaine, avec nos partenaires de l'ALÉNA, et le Programme de coopération Canada-Communauté européenne en enseignement supérieur. Ces étudiants s'inscrivent à des programmes d'études (au niveau collégial, du baccalauréat et des études supérieures) dans leur établissement d'attache et reçoivent des crédits pour leurs études à l'étranger. Ces programmes appuient aussi une coopération durable entre établissements au-delà des frontières. L'ensemble de la contribution du Canada à ces programmes, qui sont gérés par RHSC, est modeste – d'environ 3,4 M\$ par année.

Il faut noter que le Canada soutient plusieurs initiatives importantes, dont des bourses d'échanges et des bourses de recherche postdoctorale, par le biais du programme de bourses internationales du MAECI. Toutefois, seuls quelques programmes bilatéraux comportent une réciprocité.

Plusieurs provinces offrent des bourses allant de 600 \$ à 2 500 \$ à un nombre limité de leurs étudiants qui souhaitent suivre un programme d'études à l'étranger.

Cela aide, mais ne suffit pas.

Récemment, aux États-Unis, la *Lincoln Commission* a élaboré un plan en vertu duquel un million d'étudiants américains feraient des études à l'étranger pendant un semestre ou un an d'ici 2016. Un projet de loi finançant ce plan se fraie un chemin au Congrès des États-Unis.

D'autres pays aussi, et pas seulement ceux de la Communauté européenne, font des progrès dans le domaine des études à l'étranger.

Il en faut bien davantage pour développer une masse critique de jeunes diplômés Canadiens ayant une connaissance plus profonde du monde et de la façon dont les connaissances sont structurées dans d'autres parties du monde. En tant que nation marchande dont le succès dépend de ce genre de compréhension, nous ne pouvons nous permettre d'ignorer ce besoin.

RECOMMANDATION QUATRE :

Le BCEI recommande que le gouvernement du Canada se fixe comme cible que non moins de 15 % des étudiants inscrits dans nos établissements d'enseignement postsecondaire fassent un semestre ou une année d'études à l'étranger, ou participent à des études sur le terrain pendant au moins quatre semaines d'ici 2015.

RECOMMANDATION CINQ :

Pour réaliser cet objectif, le BCEI recommande que le gouvernement du Canada investisse dans un programme important d'études à l'étranger qui offre des subventions supplémentaires ou du soutien aux déplacements par avion aux étudiants qui entreprennent de suivre le programme d'études à l'étranger ou d'études sur le terrain de leur établissement au Canada. En même temps, le BCEI recommande que le gouvernement du Canada mette sur pied de nouvelles initiatives bilatérales en vertu desquelles le nombre des étudiants canadiens bénéficiant d'études dans le pays partenaire serait égal à celui des étudiants du pays partenaire qui étudient au Canada.

4. Conclusion

Le présent mémoire a attiré l'attention sur trois enjeux clés qui sont essentiels pour la dimension internationale de l'accès :

- Augmenter l'accès des étudiants étrangers méritants qui ne peuvent se permettre de payer la totalité des frais de scolarité, notamment l'accès de ceux provenant des pays en développement, aux établissements d'enseignement postsecondaire canadiens
- Augmenter la participation générale des étudiants étrangers aux établissements d'enseignement postsecondaire canadiens
- Améliorer l'accès des étudiants canadiens aux connaissances et compétences internationales acquises au moyen de programmes structurés d'études à l'étranger.

Le BCEI croit que ces recommandations sont adaptées à la résolution de ces trois problèmes et espère que le comité du Sénat poursuivra l'analyse en ce sens.

Le BCEI a hâte de travailler avec le comité du Sénat et ses partenaires pour créer une vision nationale de l'éducation internationale, fixer des objectifs réalisables et amorcer rapidement leur réalisation.

Références

1. *Le Canada au premier rang : l'enquête de 2009 sur les étudiants étrangers*, Bureau canadien de l'éducation internationale, novembre 2009
http://cbie.ca/data/media/resources/20091110_SurveyInternationalStudents_f.pdf
2. *Impact économique du secteur de l'éducation internationale pour le Canada, Rapport final*, Roslyn Kunin and Associates, Inc., juillet 2009
http://www.international.gc.ca/education/assets/pdfs/RKA_IntEd_Report_fra.pdf
3. *Pratiques exemplaires pour la promotion des services canadiens d'éducation*, The Illuminate Consulting Group, septembre 2009
http://www.international.gc.ca/education/assets/pdfs/best_practices-pratiques_exemplaires_fra.pdf
4. *Avantage Canada - Bâtir une économie forte pour les Canadiens*, ministère des Finances, novembre 2006
<http://www.fin.gc.ca/ec2006/pdf/planf.pdf>
5. *Foncer pour gagner – Rapport final*, Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence, juin 2008
[http://www.ic.gc.ca/eic/site/cprp-gepmc.nsf/vwapi/Foncer_pour_gagner.pdf/\\$FILE/Foncer_pour_gagner.pdf](http://www.ic.gc.ca/eic/site/cprp-gepmc.nsf/vwapi/Foncer_pour_gagner.pdf/$FILE/Foncer_pour_gagner.pdf)
6. *L'état des lieux en 2008 – Le système des sciences, de la technologie et de l'innovation au Canada*, Conseil des sciences, de la technologie et de l'innovation, 2009 [http://www.ic.gc.ca/eic/site/stic-csti.nsf/vwapi/08-141_IC_SOTN_FR_Final_no_trans2.pdf/\\$FILE/08-141_IC_SOTN_FR_Final_no_trans2.pdf](http://www.ic.gc.ca/eic/site/stic-csti.nsf/vwapi/08-141_IC_SOTN_FR_Final_no_trans2.pdf/$FILE/08-141_IC_SOTN_FR_Final_no_trans2.pdf)
7. *Un monde à apprendre – les étudiants postsecondaires canadiens et l'expérience des études à l'étranger*, Bureau canadien de l'éducation Internationale, mai 2010
http://cbie.ca/data/media/resources/20100520_WorldOfLearningReport_f.pdf
8. Globe and Mail, éditorial, *Let's take young Canadians to the world [Emmenons les jeunes Canadiens dans le monde]*, 28 mai 2010 <http://www.theglobeandmail.com/news/opinions/editorials/lets-take-young-canadians-to-the-world/article1583530/>
9. Globe and Mail, *Fewer than 3% undergraduates opting to study abroad, study finds [Une étude découvre que moins de 3 % des étudiants au baccalauréat choisissent d'étudier à l'étranger]*, 27 mai 2010 <http://www.theglobeandmail.com/news/national/fewer-than-3-undergraduates-opting-to-study-abroad-study-finds/article1582262/>
10. *Global Competence and National Need: One Million Americans Studying Abroad [Compétences mondiales et besoin national : un million d'Américains étudiant à l'étranger]*, Commission on the Abraham Lincoln Study Abroad Fellowship Program, novembre 2005
[http://www.nafsa.org/uploadedFiles/NAFSA_Home/Resource_Library_Assets/CCB/lincoln_commission_report\(1\).pdf?n=6097](http://www.nafsa.org/uploadedFiles/NAFSA_Home/Resource_Library_Assets/CCB/lincoln_commission_report(1).pdf?n=6097)